

**Discours de M. Koïchiro Matsuura**

**Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à l'occasion de la Conférence internationale des bailleurs de fonds pour la sauvegarde et la promotion du patrimoine congolais UNESCO, le 16 septembre 2004**

Monsieur le Vice-Président,  
Messieurs les Ministres,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que j'accueille aujourd'hui, à l'UNESCO, la première Conférence internationale des bailleurs de fonds pour la sauvegarde et la promotion du patrimoine congolais.

Je me réjouis que ce soit aux côtés de M. Zahidi N'Goma, Vice-Président de la République démocratique du Congo, que m'en soit donnée l'occasion. En tant que Vice-Président de son pays, mais aussi en tant que fidèle allié de l'UNESCO, pour y avoir travaillé pendant près de vingt ans, il peut apprécier le chemin parcouru et les liens de confiance que notre Organisation et son pays ont su tisser au cours de la période trouble qu'il vient de traverser. J'ai pu me rendre dans son pays en août 2003, quelques semaines seulement après la mise en place du Gouvernement de réconciliation, où j'ai eu le plaisir de rencontrer le Président Kabila avec lequel j'ai signé un communiqué conjoint décrivant les domaines prioritaires dans lesquels nous pouvions collaborer. A la lumière de l'urgence qu'il y avait à accompagner le nouveau gouvernement dans les immenses défis à relever, en particulier dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO a élaboré au cours de l'année 2003 une stratégie d'aide globale, afin que, dans tous ses domaines de compétences que sont l'éducation, la science, la culture et la communication, notre Organisation puisse constituer un partenaire fiable pour la RDC. Ce document, élaboré en étroite coordination avec les autorités congolaises, constitue désormais le document de référence pour notre coopération. Mais l'UNESCO, qui a tenu à maintenir sa présence et à poursuivre son travail dans le pays pendant toute la durée du conflit qui a embrasé la RDC au milieu des années 90, a beaucoup travaillé à la préservation du patrimoine naturel, et en particulier des cinq sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

Dès 2000, elle a lancé un programme ambitieux sur quatre années intitulé « Conservation de la biodiversité en zones de conflit armé : préserver les sites du patrimoine en RDC ».

Je tiens aujourd'hui à rendre hommage à la Fondation des Nations Unies et au gouvernement de la Belgique qui, par leur soutien financier intervenu à un moment crucial où la plupart des bailleurs de fonds n'étaient pas en mesure d'intervenir dans ce pays, nous ont permis d'intervenir en RDC malgré le contexte difficile.

Je tiens également à féliciter les organisations de conservation intervenues sur le terrain, démontrant ainsi leur engagement réel pour la conservation de ce patrimoine, ainsi que le personnel de l'Institut congolais pour la conservation de la nature, gestionnaire des sites,

sans lequel ce projet n'aurait pu être mené à bien. Toutes ces organisations, tous ces hommes et femmes, se sont retrouvés autour d'un même objectif : sauvegarder les parcs nationaux de la Garamba, du Kahuzi- Biega, de la Salonga et des Virunga, ainsi que la Réserve de faune à Okapis, inscrits sur la Liste du patrimoine mondial mais aussi sur la Liste du patrimoine mondial en péril du fait de l'impact négatif des conflits sur leur intégrité.

M. Le Vice-Président,  
Mesdames, Messieurs,

Manifester un intérêt majeur pour la sauvegarde des grands singes ou de la forêt tropicale humide dans une région où des êtres humains sont massacrés, des enfants sont enrôlés comme soldats, des femmes sont violées et des blessés manquent de soins élémentaires peut sembler hors de propos, voire provocateur. Pourtant, la disparition graduelle, mais irréversible, d'un écosystème fragile à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) constitue une menace tout aussi terrible et effrayante pour les populations de ce pays et pour l'humanité tout entière.

L'écosystème présent en RDC est en effet considéré comme un élément-clé du «second poumon de la planète » après la forêt amazonienne. Or les questions posées à l'échelle planétaire par la pollution atmosphérique ou les troubles climatiques ne peuvent être considérées indépendamment de la forêt congolaise, qui produit une grande partie de notre oxygène et constitue un élément essentiel de l'équilibre climatique. Cette forêt ne peut elle-même survivre que si la chaîne subtile de la biodiversité est intégralement respectée, à commencer par les espèces animales endémiques qui la peuplent. Cette forêt abrite également des peuples implantés depuis des millénaires, qui ont une connaissance inégalée de cet environnement, notamment en matière de pharmacopée, et qui savent l'exploiter de manière durable. Plus de 200 langues sont parlées sur le territoire congolais, qui sont autant de manières de décrire et de comprendre cette extraordinaire complexité. Ecotourisme, agriculture, extraction des minéraux, exploitation du bois pour la production d'énergie, l'ébénisterie ou la construction, sans parler de la pharmacopée et du formidable réservoir de gènes qu'elle constitue pour les biotechnologies, la forêt congolaise et ses habitants sont une richesse qui peut faire la prospérité du peuple congolais si elle est exploitée de manière raisonnée et durable.

La stratégie novatrice mise en oeuvre par l'UNESCO et ses partenaires démontre qu'il est possible d'agir pour la préservation du patrimoine même en période de conflit. Les témoignages que vous entendrez tout au long de cette conférence viendront, je l'espère, vous en convaincre. Mais une véritable sauvegarde implique de grands moyens, que ce soit pour la surveillance par satellite, le suivi aérien des écosystèmes ou la formation des gardes et des patrouilles, sans parler de l'implication des communautés locales dans la gestion des réserves.

A l'heure où l'espoir d'une paix durable est permis, les résultats obtenus au cours des quatre années d'exécution du projet doivent être pérennisés. Ils nécessitent, bien entendu, un engagement ferme du Gouvernement congolais de juguler les pillages par la

restauration de l'Etat de droit. La présence du Vice- Président Zahidi N'Goma à nos côtés en témoigne. Mais l'appui des bailleurs de fonds et des donateurs privés sera également décisif. Notre action a jusqu'alors permis de limiter les dégâts. Le moment est désormais venu de réhabiliter les sites, de reconstruire les infrastructures, de rééquiper et de former de nouveaux gardes. Votre réponse enthousiaste à notre invitation d'aujourd'hui nous rend confiant dans le soutien que vous êtes prêts à apporter.

La conférence qui nous rassemble aujourd'hui, ainsi que toutes les manifestations prévues dans le cadre de cet événement exceptionnel, constituent une occasion unique de sensibiliser la communauté internationale à la valeur universelle exceptionnelle du patrimoine culturel et naturel de la RDC.

Les ateliers techniques qui ont lancé les travaux de la présente conférence, notamment ceux relatifs à la conservation des grands singes dans le contexte du projet UNEP/UNESCO-GRASP et à l'implication des communautés locales dans la conservation des sites du patrimoine mondial, ont montré les limites d'une conception trop restrictive de la protection de la nature. Il nous faut promouvoir une stratégie d'implication des populations locales dans la gestion des ressources naturelles et une politique de partage équitable des bénéfices.

Les travaux des experts ont par ailleurs souligné une fois de plus le rôle important du renforcement des capacités pour une gestion durable et effective des sites. Je me réjouis de savoir que l'Ecole régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT) lancée par l'UNESCO avec l'appui du PNUD au campus universitaire de Kinshasa et que j'avais visitée en août 2003 a fait des progrès considérables dans la formation des jeunes cadres africains. Je remercie la Belgique et la Commission européenne qui soutiennent cette institution régionale de formation des gestionnaires de haut niveau qui, à mes yeux, est appelée à jouer un rôle primordial comme centre d'excellence dans le cadre du NEPAD.

M. le Vice-Président, Mesdames, Messieurs,

Je souhaiterais, une fois encore, remercier la Fondation des Nations Unies, la Belgique et le Japon qui ont rendu possible la tenue de cette première manifestation en faveur de la sauvegarde et de la promotion du patrimoine mondial de la RDC, ainsi que l'Italie qui a déjà mobilisé des fonds pour la prochaine phase du projet. C'est un engagement dans une vision à long terme pour la RDC qui se manifeste ainsi, pour que le processus de paix soit le fruit non seulement d'accords politiques, mais aussi et surtout d'une conscience partagée par tout un peuple de la richesse exceptionnelle dont il est l'héritier, et qui peut lui assurer un avenir prospère. Car la paix en RDC passe aussi, j'en suis convaincu, par la protection des patrimoines.